

- Décret n° 2000-720 du 1^{er} août 2000 modifiant le décret n° 68-23 du 3 janvier 1968 portant organisation administrative et financière de la Commission des Opérations de Bourse 603
- Décret n° 2000-721 du 1^{er} août 2000 modifiant les dispositions du décret n° 90-263 du 23 mars 1990 relatives à la procédure de sanctions administratives prononcées par la Commission des Opérations de Bourse 604

IV. Arrêtés

- Arrêté du 16 juin 2000 portant homologation des règlements n°s 2000-01, 2000-02, 2000-03 et 2000-04 de la Commission des Opérations de Bourse 606
- Arrêté du 16 juin 2000 portant homologation de dispositions du règlement général du Conseil des Marchés financiers 614

V. Instructions

- Rachat par une société de ses propres actions 615

Réponses des ministres

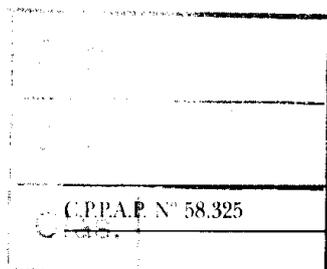
- I. Sociétés par actions simplifiées 625
- II. Droit fiscal 626

Bibliographie

- I. Comptes rendus d'ouvrages 629
- II. Actualités bibliographiques 630
- III. Sélection d'ouvrages récents et de monographies 637
- IV. Thèses de doctorat 638

Informations

- I. Usufruit des valeurs mobilières 639
- II. Rémunération des dirigeants 640
- III. Vers un renouveau des assemblées d'actionnaires 641



Le directeur de la publication : Charles VALLÉE

AUBIN IMP. - 86240 Ligugé
 I.G.S.-CHARENTE PHOTOGRAVURE - 16000 Angoulême
 Dépôt légal : novembre 2000

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

- *Associations* - administrateur provisoire - désignation - demandeur - salarié de l'association - défaut de qualité, (CA Paris, 14^e ch. A, 17 mai 2000) . 583
- *Associations* - membre - pouvoir disciplinaire - contrôle judiciaire (CA Paris, 1^{re} ch. A, 13 juin 2000) 584
- *Sociétés anonymes* - assemblée générale - vote - procuration - mandat en blanc - information des actionnaires - sanction - nullité (CA Paris, 1^{re} ch. C, 4 mai 2000) 584
- *Sociétés anonymes* - conseil d'administration - procès verbal - force probante - preuve contraire (CA Paris, 25^e ch. B, 10 mars 2000) 585
- *SARL* - gérant - révocation - cause légitime - défaut de convocation de l'assemblée - mésentente entre associés (CA Paris, 10^e ch. A, 25 avr. 2000) 586
- *Sociétés en général* - commissaire aux comptes - responsabilité civile - faute - certification des comptes - préjudice - lien de causalité (CA Paris, 10^e ch. A, 20 mars 2000) 587
- *Sociétés en général* - contrôle majoritaire - cession - garantie - paiement du prix - clause compromissoire - étendue (CA Paris, 3^e ch. C, 28 avr. 2000) . 588
- *Sociétés en général* - liquidation - liquidateur - responsabilité - négligence (CA Versailles, 13^e ch., 11 mai 2000) 588
- *Sociétés en général* - registre du commerce - mention non prévue par la loi (CA Paris, 3^e ch. C, 21 mars 2000) 589
- *Sociétés en participation* - atteinte à la concurrence - présomption (CA Paris, 6 juin 2000) 590

Législation et réglementation

I. Lois

- Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000, relative aux impôts directs et indirects 591

II. Ordonnances

- Ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de commerce 592

III. Décrets

- Décret n° 2000-498 du 6 juin 2000 pris pour l'application des articles 233 ter 2° et 1668 D du Code général des impôts et relatifs à la contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés 602

- Société civile de construction - Action en paiement des dettes sociales - Action dirigée contre un associé - Société en redressement judiciaire - Production valant mise en demeure - Mise en demeure infructueuse - Demande demeurant infructueuse - Existence d'un plan de redressement - Plan prévoyant le remboursement de la créance - Caractère infructueux (non), Cass. 3^e civ., 23 févr. 2000, note Jean-François BARBIÈRI . . . 537

IV. Sociétés coopératives

- Société coopérative agricole - Conseil d'administration - Composition du conseil d'administration - Violation de dispositions impératives - Nullité de la délibération, Cass. 1^{re} civ., 28 mars 2000, note Bernard SAINTOURENS 542

V. Droit boursier

- Conseil des marchés financiers - Offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire - Prix d'achat des actions des minoritaires - Appréciation par le CMF (oui) - Procédures pénales en cours - Respect des principes d'égalité des actionnaires, de transparence et d'intégrité du marché (non), CA Paris, 1^{re} ch., sect. H, 30 mai 2000, note Sébastien ROBINEAU . . . 547

VI. Droit pénal des sociétés

- Banqueroute - Malversations (article 207 de la loi du 25 janvier 1985) - Éléments constitutifs - Participation à la procédure.
Banqueroute - Malversations (article 207 de la loi du 25 janvier 1985) - Éléments constitutifs - Fait de se rendre acquéreur de biens du débiteur, Cass. crim., 30 juin 1999, note Bernard BOULOC 553
- Sociétés - Sociétés en général - Interdictions, déchéances ou incapacité (article 216 de la loi du 25 janvier 1985) - Interdiction prononcée sur le fondement de la loi du 13 juillet 1967 - Gestion de sociétés commerciales malgré interdiction, Cass. crim., 10 nov. 1999, note Bernard BOULOC . . . 568
- Sociétés - Sociétés en général - Liquidation - Liquidateur - Liquidateur conventionnel - Cession de tout ou partie de l'actif de la société au liquidateur - Interdiction (article 395 de la loi du 24 juillet 1966) - Portée, Cass. crim., 8 déc. 1999, note Bernard BOULOC 571
- Banqueroute - Abstention de la tenue d'une comptabilité ou tenue d'une comptabilité fictive - Disparition des documents comptables - Définition, Cass. crim., 19 janv. 2000, note Bernard BOULOC 574
- Lois et règlements - Application dans l'espace - Infractions commises sur le territoire de la République - Loi française seule applicable.
Sociétés - Sociétés anonymes - Abus de biens sociaux - Éléments constitutifs - Intérêt personnel - Recherche nécessaire, Cass. crim., 1^{er} mars 2000, note Bernard BOULOC 576

2
84

Revue

**des
sociétés**



DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

- Remarques sur une notion conceptuelle et fonctionnelle : l'*affectio societatis*, par Nadège REBOUL-MAUPIN 425
- Les dirigeants des filiales, par Catherine MALECKI 453
- L'action en justice pour la défense des intérêts communs des obligataires, par Cécile NICOD 491

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Statuts - Modifications - Forme - Bénéfices - Partage - Pratique contraire aux statuts, Cass. 1^{re} civ., 21 mars 2000, note Yves GUYON 509
- Société en formation - Action en justice intentée en son nom - Action reprise après l'immatriculation - Nullité de l'assignation - Inexistence de la personne morale - Nullité ne pouvant être couverte, Cass. com., 30 nov. 1999, note Marcel BEAUBRUN 512
- Lettre d'intention - Engagement de faire tout le nécessaire pour que la filiale dispose d'une trésorerie suffisante pour rembourser ses emprunts - Absence d'engagement de se substituer à la filiale - Lettre contenant une obligation de moyen, Cass. com., 18 avr. 2000, note Alexis CONSTANTIN 520

II. Sociétés anonymes

- Sociétés - Société anonyme - Administrateur - Convention avec la société - Convention prohibée - L. 24 juill. 1966, art. 106 - Caution ou aval des engagements personnels - Définition - Substitution dans un cautionnement (non), Cass. com., 26 avr. 2000, note Philippe DELEBECQUE 531

III. Sociétés civiles

- Cautionnement - Consentement unanime des associés - Cautionnement non contraire à l'intérêt social, Cass. com. 28 mars 2000, note Yves GUYON 535